



3€

regards

MARS 2019

**RIEN N'EST
JAMAIS ACQUIS
POUR LE PEUPLE**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

RIEN N'EST JAMAIS ACQUIS POUR LE PEUPLE

LA BATAILLE ADP

- # Référendum sur la privatisation d'ADP : une longue bataille semée d'embûches commence**
- # Aéroports de Paris : Macron veut vendre les bijoux de famille**
- # Braderie de l'Élysée : une chance au grattage, une chance au décollage**
- # Patrick Weil sur la privatisation d'ADP : « C'est comme si l'on vendait le département de la Lozère »**

LES ALGÉRIENS NE LÂCHENT RIEN

- # « La jeunesse du peuple algérien, c'est ça notre force »**
- # La fin de l'ensillement de la jeunesse algérienne**
- # Algérie : la rue contre le système Bouteflika**
- # Quelle(s) opposition(s) en Algérie ?**

LA BATAILLE ADP

Référendum sur la privatisation d'ADP : une longue bataille semée d'embûches commence

Si Emmanuel Macron n'a pas gagné les élections européennes, il compte bien ne pas perdre sur le référendum d'initiative partagée concernant la privatisation d'Aéroports de Paris. Quitte à gagner par KO, en faisant simplement capoter le processus.

Pour ou contre la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) ? Voilà un combat qui s'annonce acharné et il faudra faire avec la mauvaise volonté du gouvernement. Ne serait-ce que pour réussir à ce que ce référendum se fasse un jour. Mais cela pourrait bien être une première en France : un RIP (Référendum d'Initiative Partagé). Car si ce mécanisme existe en France depuis 2013, sa mise en place est tellement complexe, qu'elle en est presque impossible.

Le 10 avril dernier, la première étape a été franchie : à l'initiative des socialistes, 248 parlementaires ont lancé le proces-

sus dans le but de s'opposer à la privatisation d'ADP, privatisation prévue dans la loi Pacte, elle-même adopté par les deux chambres le 11 avril. Cinquième République oblige, d'autant plus sous Emmanuel Macron, pour s'opposer à la loi de la majorité, en l'occurrence celle de La République en marche, il faut sortir des hémicycles.

ILS USERONT DE TOUS LES MOYENS... MÊME LÉGAUX

La deuxième étape a été achevée le 9 mai. Le Conseil constitutionnel a validé l'ouverture de la première phase

du RIP. Un mois s'est écoulé depuis... Et on sent bien que l'exécutif traîne la patte. Après plusieurs tentatives d'évitements juridiques du RIP, le gouvernement a donc perdu, et Edouard Philippe a publiquement regretté la décision des « sages », qui poserait selon lui « un vrai et grave problème démocratique » et « créerait une situation dangereuse ».

Christophe Castaner, chargé d'organiser le grand raout au titre de ministre de l'Intérieur, ne semble pas pressé du tout. Il lui aura fallu un mois pour répondre favorablement à la demande d'entretien des parlementaires menant la bataille du « non à la privatisation ». Il aura même fallu que ces parlementaires écrivent au Premier ministre pour que les choses bougent... Rendez-vous est donc pris pour ce jeudi 13 juin, 15h.

LONG EST LE CHEMIN

C'est là le plus gros de la bataille pré-référendum : obtenir les signatures de 10% du corps électoral, soit 4.717.396 signatures. Et ce dans un laps de temps de neuf mois. Plusieurs appels à récolter les signatures ont d'ailleurs d'ores et déjà été lancés.

Si les oppositions à la privatisation parviennent à rassembler ces signatures, voilà ce qu'il se passera (et là, pour ne

pas vous raconter n'importe quoi, on a préféré emprunter au Monde son explication claire et précise) : « L'Assemblée et le Sénat auront six mois pour décider d'examiner ou non la proposition de loi qui fait l'objet de ce référendum d'initiative partagée. Si les deux Chambres se prononcent sur le texte, qu'elles soient pour ou contre, alors il n'y aura pas de RIP. [...] Dans le cas où au moins l'une des Chambres n'examine pas ce texte à l'issue de ce délai de six mois, alors le président de la République sera tenu d'organiser un référendum sur la proposition de loi. Celui-ci n'interviendra donc pas avant le mois d'octobre 2020. »

Depuis mercredi 12 juin minuit, le site officiel du gouvernement permettant de déposer sa signature est en ligne, même si quelques bugs sont à déplorer, notamment selon le support ou le navigateur utilisé. Soyez tenaces ! Mais surtout, surtout, si vous voulez signer pour que ce référendum se fasse, faîtes-le uniquement sur le site officiel – et non pas sur les sites de pétitions ! D'ici là, comptez bien sur l'exécutif pour actionner toutes les ruses juridiques afin que ce référendum n'ait jamais lieu.

• LOÏC LE CLERC

Aéroports de Paris : Macron veut vendre les bijoux de famille

En mars, la loi PACTE (Pour La Croissance et la Transformation des Entreprises) a été adoptée par l'Assemblée nationale, avec au programme la très mystérieuse privatisation d'ADP. Comme toujours avec ce gouvernement, l'acronyme est un concentré savoureux de la novlangue chère à la macronie.

L'inexistence de toute pensée stratégique est en soi fascinante. Roissy, Orly, Le Bourget... ce ne sont pas seulement, et pas d'abord, des zones de Duty Free. Ce sont surtout des lieux décisifs d'entrées sur le territoire national de biens et de personnes où officient douane, police et gendarmerie. Les Etats-Unis qui ne sont pas exactement les champions de l'économie administrée ne s'y sont pas trompés, la totalité des 14.947 aéroports (excusez du peu) sont gérés par les gouvernements locaux au nom d'impératifs de sécurité et de souveraineté nationale.

Mais cette privatisation est-elle, au moins, financièrement intéressante pour

l'État français ? Même à courte vue ? Que nenni. La privatisation d'ADP (Aéroports de Paris) ainsi que celle de la Française des Jeux et d'une partie d'Engie sont supposées rapporter entre 8 et 10 milliards d'Euros pour constituer un fond d'investissement qui pourraient rapporter entre 250 et 300 millions d'euros par an et financer ainsi des projets dits «innovants».

ABERRATION ÉCONOMIQUE

Cette usine à gaz souffre de deux inconvénients. Le premier est le caractère aléatoire des placements sur les marchés financiers. Quid de cet argent en cas de crise boursière, ce qui est tout à

fait possible avec l'actuelle rivalité commerciale entre Chine et Etats-Unis ? Le second aspect rend le projet gouvernemental plus incompréhensible encore car ADP est une véritable poule aux œufs d'or pour les finances publiques : 170 millions d'euros de dividendes pour l'État Français en 2017 et les chiffres provisoires pour 2018 tournent plutôt autour de 190 millions. Si on ajoute les dividendes liés à la FDJ et ceux liés à la participation de l'État dans Engie, on dépasse allègrement les 300 millions d'euros, soit plus que la fourchette haute de ce qui est attendu dans le cadre de placements (à risque) sur les marchés boursiers.

Plus étrange encore, selon un article de France Culture, le projet gouvernemental « prévoit d'indemniser les actionnaires minoritaires car on estime que cette privatisation comporte un préjudice. Et ça pourrait coûter au contribuable 1 milliard d'euros, peut-être plus. » On comprend donc que cette privatisation est tellement absurde qu'il faut dédommager les actionnaires minoritaires et ce pour un montant qui pourrait représenter plus de quatre années de dividendes escomptés, quelle martingale !

Aberration financière donc, débilité stratégique, pourtant le ministre de l'Economie Bruno Le Maire annonce urbi et orbi

que cette privatisation est nécessaire et qu'elle se fera. L'hypothèse que le gouvernement est prisonnier de sa mantra libérale, celle qui consiste à penser que la gestion privée est toujours préférable à la gestion publique est tout à fait possible. Tant pis pour l'échec cuisant qu'a représenté la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, où le scandale retentissant des concessions d'autoroute. Mais une autre possibilité existe, celle où le gouvernement, sciemment, braderait les intérêts de l'État au profit de grands groupes privés.

ESCRIVRE EN BANDE ORGANISÉE

Le groupe Vinci est sur les rangs. Victime collatérale de l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, il entend bien engranger un très, très gros lot de consolation. Mais il n'est pas le seul à avoir flairé la bonne affaire, c'est le cas aussi, selon Mediapart, de la Caisse des Dépôts du Québec qui dispose d'un atout majeur. Son ancien premier vice-président jusqu'en 2017, Roland Lescure, devenu député LREM est justement le rapporteur de la loi PACTE à l'assemblée. La vie est bien faite même si des aigris pourraient y voir un conflit d'intérêt majeur.

Le tableau ne serait pas complet sans

une petite touche de risible, une tâche remplie avec application par le Conseil d'État. Chargé d'étudier s'il n'y aurait pas une situation de monopole de la part d'ADP, il a statué par la négative. Vous ne voulez pas prendre l'avion à Orly ou à Roissy ? Essayez donc l'aérodrome de La Ferté Gaucher ou celui de Melun, mais pas celui de Meaux ou celui de Pontoise qui appartiennent eux-aussi au groupe ADP comme une dizaine d'autres. Les vols longs, moyens et même petits courriers paraissent difficilement garantis, mais si le Conseil d'État le dit...

Du dogmatisme absurde de benêts du libéralisme ou de l'escroquerie en bande organisée difficile de se faire une idée. Les deux options sont sur la table... la seconde relève des tribunaux.

● GUILLAUME LIÉGARD

Braderie de l'Élysée : une chance au grattage, une chance au décollage

Française des jeux, Aéroports de Paris, barrages hydrauliques... Le gouvernement lance une nouvelle vague de privatisations dont on connaît déjà les conséquences : abandon d'activités rentables et stratégiques pour l'État, rentabilité assurée pour les groupes privés.

Française des jeux, Aéroports de Paris, barrages hydrauliques : le gouvernement semble pris d'une frénésie de privatisations. Point commun entre tous ces acteurs, ils sont extrêmement rentables. Pour obtenir un peu de cash – et favoriser quelques amis ? –, le gouvernement priverait ainsi l'État de rentrées financières assurées dans la durée. Un choix de court terme.

FDJ, FAITES VOS JEUX !

Quatrième loterie mondiale, ayant réalisé plus de 15 milliards d'euros de vente totale soit une progression de 5,7% par

rapport à 2016, la FdJ est en pleine forme et réalise des profits records. En 2016, dernière année connue, l'État français a ainsi engrangé près de 3,3 milliards d'euros au titre de la taxation des mises, 508 millions en impôts et taxes diverses et 72 % des dividendes versés aux actionnaires. On excusera du peu et on comprend que les patrons des casinos Trécesson et Barrière aient déclaré leur intérêt pour cette privatisation. Mais ce n'est pas tout, l'opération pourrait s'avérer encore plus juteuse pour les investisseurs privés avec une possible modification du cadre réglementaire : fin

de l'interdiction des casinos en ligne, diminution des compétences de l'autorité de régulation... Bref, le jackpot.

Aéroport de Paris, crash et cash

ADP, qui regroupe les aéroports d'Orly, de Roissy et du Bourget est une véritable machine à cash : l'excédent brut d'exploitation est ainsi de 1,6 milliard d'euros pour 3,6 milliards de chiffre d'affaires. Une rentabilité qui devrait encore augmenter avec la hausse prévue du trafic aérien. À cela, il faut ajouter une autre particularité : contrairement aux concessionnaires des aéroports régionaux, ADP est propriétaire de l'ensemble du foncier, soit 6.600 hectares déjà bâtis et 412 hectares en réserve. Au prix du foncier en région parisienne, on ne s'étonnera guère de l'intérêt affiché d'un groupe comme Vinci.

Outre le fait de brader des bijoux de famille extrêmement rentables au profit d'une rentrée immédiate d'argent frais, cette privatisation pose au fond deux problèmes. Le premier est d'ordre stratégique. Aux États-Unis, pays peu suspect d'avoir enclenché une bolchevisation de son économie, les 14.947 aéroports, sont tous – oui, tous – gérés par les gouvernements locaux pour des raisons de sécurité et de souveraineté nationale. « Administrer Roissy, Orly ou Le Bourget, ce n'est pas seulement gérer des commerces, des zones de duty-free ou le nettoyage des terminaux.

C'est aussi – surtout – l'endroit où officient les douanes, la police, la gendarmerie », écrit ainsi Laurent Neumann pour lepoint.fr.

Le second problème se juge à l'aune du bilan de la privatisation des aéroports régionaux. L'ouverture du capital d'Aéroport Toulouse-Blagnac (ATB) voulue par un certain Macron Emmanuel devrait pourtant faire réfléchir. En décembre 2014, l'État français a cédé 49,99% de ses parts au consortium chinois Casil. Depuis, les déboires s'accumulent. En particulier, le versement de 15 millions de dividendes aux actionnaires pris sur les réserves d'ATB a fait quelque peu tousser.

La déprime des élus toulousains est bien réelle, d'autant qu'on leur avait fait miroiter des investissements en échange de l'arrivée de ces nouveaux investisseurs. Pour la ligne 3 du métro, il faudra pourtant attendre : pas un centime n'a été débloqué. Crash de l'État stratège, mais afflux de cash pour les groupes privés : tel sera bien le bilan d'une privatisation d'ADP.

BARRAGES HYDRAULIQUES, RUISELLEMENT EN VUE

Voulue par la Communauté européenne, l'ouverture à la concurrence des barrages hydrauliques a connu un coup d'accélérateur ces derniers jours. 150 des 433 barrages français pourraient

être privatisés d'ici la fin du quinquennat. Là encore, une belle aubaine pour des groupes privés mais une aberration du point de vue des intérêts de l'Etat français. Comme le souligne un article du journal *La Croix*, « la production des barrages français, dont la construction a été largement amortie, est l'une des moins chères parmi les différents modes de production d'électricité ». C'est rentable, donc on s'en débarrasse.

Si l'énergie hydraulique ne pèse que 13% de la production d'électricité en France, elle représente 70% de l'électricité renouvelable. À l'heure où la transition énergétique impose un net accroissement des énergies renouvelables au détriment des hydrocarbures et du nucléaire, c'est donc affaiblir un peu plus l'opérateur historique qu'est EDF.

Mais à l'absence de perspectives de long terme s'ajoute un problème d'aménagement du territoire lié à la gestion de l'eau. Via les barrages, ce sont des

missions de navigation, d'approvisionnement en eau potable, d'irrigation qui sont aujourd'hui gérées. Qu'en sera-t-il demain avec des opérateurs privés ? Par dogmatisme libéral et par absence de stratégie industrielle le gouvernement Macron ne réfléchit qu'en termes financiers de court terme. Loin de la modernité affichée et survenue, c'est une politique sans vision, sans avenir, une politique qui brade l'outil industriel et empêche toute logique d'aménagement du territoire. ●

Patrick Weil sur la privatisation d'ADP : « C'est comme si l'on vendait le département de la Lozère »

Le 19 juin à Saint-Denis, un meeting réunissait des personnalités de droite et de gauche pour lancer la mobilisation en faveur d'un référendum contre la privatisation d'ADP. L'historien, spécialiste des questions d'immigration et de citoyenneté, Patrick Weil, y participait.

SUR LA PRIVATISATION DU GROUPE ADP (ANCIENNE-MENT AÉROPORTS DE PARIS)

- « Si Aéroports de Paris est privatisé, ça va probablement devenir la plus grande propriété privée de France sur laquelle on pourra bétonner et kérozéniser. »
- « Dans cette guerre mondiale contre le réchauffement de la planète, on va donner des armes aux ennemis. »
- « Il s'agit de bétonner et faire plus de profits. »
- « ADP, c'est 200 millions d'euros qui tombent dans la poche du contribuable

français tous les ans et qu'il faudra compenser par des impôts qui seront payés par tous les Français dont le plupart ne prennent pas l'avion. »

- « Aéroports de Paris est un monopole, ce qui n'est pas le cas de l'aéroport de Toulouse. »
- « Il y a un monopole des vols qui nous relient au monde qui va être vendu au privé. »
- « ADP, c'est deux tiers de la surface de Paris que l'on vend. C'est l'équivalent d'un département. C'est comme si l'on disait "on vend la Lozère". »

SUR LA MOBILISATION CITOYENNE ET L'ARC RÉPUBLICAIN

- « Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a plusieurs motifs pour être contre la privatisation. »
- « Je pense que c'est un sujet qui touche à plusieurs domaines qui peuvent toucher les Français. »
- « ADP est un domaine de souveraineté : Aéroports de Paris est la première frontière de la France. »
- « Il y a des gens qui sont de droite et pro-marché qui ne veulent pas qu'on privatisé un monopole qui produit une rente. »
- « Il s'est passé quelque chose avec les gilets jaunes avec une vraie demande de participation mais aussi le sentiment de s'être fait avoir sur la privatisation des autoroutes : chez toutes les personnes attachées à la démocratie et à la République, il y a une volonté de retrouver la possibilité de donner aux citoyens les moyens de s'exprimer par le vote plutôt que la violence, par le débat plutôt que l'invective. »

SUR LE SITE INTERNET DU GOUVERNEMENT

- « Quand je vois ce gouvernement s'indigner de la possibilité qui est offerte à la démocratie de se développer, je suis inquiet. »
- « Je suis inquiet de voir des dirigeants de ce pays protester contre la possibilité qui est donnée à des citoyens de s'inscrire sur un site pour demander un référendum. »
- « Dans cette procédure, le seul allié des citoyens, c'est le Conseil Constitutionnel. »
- « C'est le Conseil Constitutionnel qui a demandé aux deux Assemblées de bien vouloir adapter leur règlement pour permettre que la procédure puisse aller jusqu'au bout. Mais pour l'instant, elles ne l'ont pas fait. »
- « Je pense que, sans faire de comptage permanent [sur le nombre de signataires] qui nuirait à la mobilisation - les gens seraient en permanence derrière les chiffres plutôt que d'être sur le terrain à recueillir les signatures - , il suffit d'avoir les chiffres une fois par semaine. »

- « L'important, c'est : qu'est-ce qu'on fait chacun d'entre nous pour recueillir 10 ou 20 signatures ? »

SUR LE RÉFÉRENDUM ET LE GOUVERNEMENT

- « Le gouvernement n'a rien fait du tout pour l'instant. »
- « Pour l'instant, le gouvernement n'a rien fait, il n'a fait que parler. »
- « Avec M. Macron, il faut se méfier des paroles, il faut des actes. »
- « Pour l'instant, ce que je remarque, c'est que Macron est contre le référendum. »

Sur les quotas migratoires

- « Je pense que M. Castaner ne fait que recycler les propositions de monsieur Sarkozy. »
- « Le quota attire l'immigration et est un moyen de favoriser l'immigration. »
- « Le quota ne freine pas l'immigration, il l'accélère. Je dis chiche [au gouvernement]. »

○ PATRICK WEIL



**LES ALGÉRIENS
NE LÂCHENT RIEN**

« La jeunesse du peuple algérien, c'est ça notre force »

Des milliers de personnes se sont rassemblées, place de la République à Paris, pour dénoncer la cinquième candidature d'Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Algérie.

Reportage.

« Bouteflika dégage ! », « pouvoir assasin », « Algérie - démocratie ! » : au milieu des drapeaux algériens, des drapeaux berbères et des caricatures d'Abdelaziz Bouteflika, entre les éclats de rires, les youyous et les klaxons, les slogans fusent place de la République à Paris.

Tous réclament en choeur et chants une nouvelle Algérie, une Algérie « moderne », un président « jeune » et « le respect des droits fondamentaux ». Ainsi de Saphoura, 20 ans, qui est venue avec son père : « On est ici pour soutenir le peuple algérien. Pour leur montrer qu'on est avec eux même si on est de l'autre côté de la Méditerranée. »

Souvent en famille ou entre amis, l'objectif va bien au-delà du simple dégagement de l'actuel pouvoir en place. Comme nous le rappelle Abdelaziz (sic

!), 26 ans, venu avec une bande d'amis : « Oui, bien sûr, la goutte d'eau, c'est Bouteflika qu'on essaie de nous refiler pour la cinquième fois. Mais c'est tout le système qui est pourri. Et c'est pour cela qu'on se mobilise. »

« LA PLACE DU FLN, C'EST DANS UN MUSÉE »

Les discussions en français, en arabe, en berbère ou souvent, les trois à la fois, vont bon train dans la foule dense. Tous s'accordent sur l'immobilisme du pouvoir et la catastrophique propension de ceux qui gouvernent à s'accrocher à leurs places. Mais c'est lorsqu'il s'agit de discuter l'héritage du Front national de libération (FLN) que les avis divergent - et que la fracture se fait générationnelle.

D'un côté, les plus âgés, qui ont connu la guerre d'indépendance et qui rappellent l'importance qu'a eu le mouvement pour les libérer du joug colonial : « Le programme du FLN était un programme patriote et puissant. On aurait pu être une grande Algérie si on avait suivi ce que les premiers avaient imaginé. »

De l'autre, les plus jeunes, ces moins de trente ans qui n'ont connu qu'Abdelaziz Bouteflika au pouvoir en Algérie. « La place du FLN, c'est dans un musée » affirme Sophia, 26 ans. Elle fait partie d'une génération qui ne comprend pas les atermoiements de ses aînés et qui est beaucoup plus dure avec ce qui fait le suc du pouvoir en place. « Ce que l'on veut, c'est simple, c'est la possibilité d'être. Et d'être librement : de pouvoir imaginer le projet que l'on veut, de pouvoir voter pour qui l'on veut » nous rappelle Hakim, 23 ans.

L'ALTERNANCE POLITIQUE EN LIGNE DE MIRE

Finalement, l'objectif, c'est d'envisager concrètement la possibilité d'une alternance politique. Et la question n'est pas alors de disserter des heures sur qui pourrait remplacer Bouteflika ou quel programme pourrait prendre le relais.

« On veut déjà pouvoir espérer autre chose. Or aujourd'hui, ce n'est pas le cas » continue Hakim.

« On essaie de se battre pour qu'on puisse avoir un débat national, un vrai débat national. Mais pour ça, il faut que le pouvoir actuel dégage » rappelle Kenza, 28 ans. « En Algérie, l'état du système éducatif, du système de santé, des routes, des infrastructures de transports : tout ça, c'est la catastrophe. Et le pire, c'est qu'on n'a même pas la possibilité de dire que c'est la catastrophe » poursuit-elle.

« Nous sommes les enfants de la liberté ! » crie Sophia. Et cet après-midi, sur la place de la République, la foule vibrait de cet espoir de liberté, en résonance avec ces centaines de milliers de personnes qui défilent depuis maintenant plusieurs jours en Algérie. Mais le régime de Bouteflika est loin d'avoir cédé. « Le plus grand risque, c'est qu'il n'admette pas l'évidence qu'il a sa population contre lui et que cela dégénère ».

« L'Algérie n'est pas une démocratie », comme nous le rappelait le journaliste spécialiste du monde arabe Akram Belkaïd dans la Midinale du mardi 26 février. Va-t-elle néanmoins réussir à assurer le respect de l'Etat de droit ?

Rien n'est moins sûr mais les Algériens et les Franco-algériens qui s'étaient réunis aujourd'hui en portaient au moins l'espoir. Un éventuel report de l'élection présidentielle saura-t-il calmer les esprits ? Rien n'est moins sûr car le mouvement semble vouloir se maintenir et l'aspiration au changement pourrait bien conduire les autorités algériennes à revoir leur copie. Mais sont-elles prêtes à concéder la démocratie et l'Etat de droit ? ●

La fin de l'ensilencement de la jeunesse algérienne

Le peuple algérien manifeste son refus d'un nouveau mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Aux premiers rangs des cortèges : les jeunes - qui n'ont souvent connu que l'actuel président à la tête de leur pays. Le point avec notre correspondant en Algérie, Reda Merida.

Alger un 5 mars, son brouhaha, ses façades toujours aussi blanches, son ciel bleu et son printemps précoce. Une odeur différente de celle d'iode et de pollution qui imbibe d'habitude la ville : c'est celle de l'ébullition politique que connaît le peuple depuis maintenant plusieurs semaines.

Dès le 22 février, lorsque Abdelaziz Bouteflika avait annoncé sa candidature pour un cinquième mandat malgré son état de santé détérioré, les jeunes Algériens étaient en première ligne et sur tous les fronts pour exprimer leur exaspération et envie de changement : manifestations dans plusieurs wilayas, mobi-

lisation sur les réseaux sociaux, grèves, etc. La validation du dossier du candidat du Front de libération nationale (FLN) par le Conseil constitutionnel dimanche dernier a été considérée comme l'humiliation de trop et n'a fait qu'intensifié la contestation.

LA RUE ALGÉRIENNE, ESPACE DE CONTESTATION

Ce mardi encore, ils ont afflué par milliers des universités vers le centre de la capitale pour poursuivre leur lutte avant d'être rejoints par les lycéens, et ce, malgré l'important dispositif dissuasif mis en place par les forces de l'ordre (barrages

filtrants, fermeture de métro et des trains qui desservent la capitale, enfermement des étudiants dans les universités...).

« Système dégage ! », « Algérie libre et démocratique. », « Y en a marre, y en a marre ! », « Pacifique, pacifique ! » ont scandé toute la journée les dizaines de milliers de jeunes filles et garçons, amassés sur la place Maurice Audin et la Grande Poste.

« Je veux juste ne plus avoir envie de quitter mon pays » explique Faïza, 24 ans et étudiante ingénierie qui manifeste pour la première fois. « Ce n'est pas que Bouteflika qui doit dégager, c'est lui, ses frères, ses généraux et toute sa clique, continue-t-elle, l'Algérie a besoin d'un changement radical, d'une deuxième indépendance ! ». Elle se réjouit par ailleurs de la forte présence des femmes dans les mobilisations, que cela soit dans la rue ou sur les réseaux sociaux, « notre voix est entendue autant que celle des hommes, c'est normal, nous sommes les petites-filles de Djamilia après tout » dit-elle en riant.

UNE JEUNESSE SACRIFIÉE

Comme elle, Ghani, étudiant en biologie, est présent au rassemblement des étudiants depuis 10h, « ils ont gagné le silence de nos parents en utilisant la

menace d'une deuxième guerre civile, ça ne marche plus avec nous, estime-t-il, eux [les parents] se contentaient du minimum de vie du moment qu'ils avaient la paix, nous on veut le maximum de vie et la paix ! ». Il se dit tirailé entre une énorme colère d'une part de voir comment le pouvoir nargue le peuple en ignorant ses doléances actuelles, et un profond bonheur d'autre part de voir toute la société crier d'une seule voix son ras-le-bol : « Je n'ai jamais vu ça en 23 ans, même les profs nous ont rejoints aujourd'hui ! ». Les enseignants de l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumédiène à Bab Ezzouar, la plus grande université du pays, ont déserté les amphithéâtres et annoncé le gel des cours pour rejoindre le mouvement de contestation.

En Algérie, la jeunesse rêve d'un ailleurs pour son avenir. « Faire ses démarches », c'est-à-dire s'atteler à effectuer les procédures administratives pour aller étudier à l'étranger, est quasiment devenu la suite logique du cursus universitaire de l'étudiant algérien. En octobre 2017, les photos de l'impressionnante foule de jeunes venus des quatre coins du pays entourant l'Institut français pour s'inscrire à au test de français, nécessaire pour « les démarches », avaient fait

le tour des médias nationaux, jusqu'à faire réagir le ministre de l'éducation. D'autre part, en plus du chômage et du manque d'opportunités et de perspectives, l'accès à l'étranger reste très limité, ne serait-ce que pour des raisons touristiques, entre un système de visas contraignants et une monnaie dévaluée.

BOUTEFLIKA COMME UNIQUE HORIZON ?

Amira-Nour et Flora, 18 et 19 ans, ont un point en commun : elles n'ont connu que Bouteflika comme président depuis leur naissance. Aujourd'hui elles sont décidées à tourner cette page de l'histoire de leur pays. « L'Algérie c'est 50 % de jeunes de moins de trente ans, donc s'il faut provoquer un changement, c'est bien les jeunes qui doivent le commencer ! » assure Amira-Nour, étudiante à l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger et qui participe à toutes les manifestations étudiantes depuis le début des événements. « C'est assez compliqué de vivre sa jeunesse en Algérie, il y a un manque de motivation. », c'est ainsi qu'elle décrit l'état d'esprit général de sa génération.

Flora, étudiante en commerce internatio-

nal, se dit s'être sentie obligée de participer car « ils nous prennent pour des débiles » dit-elle, elle se réjouit surtout du bon déroulement des protestations, dans le calme et le civisme. La particularité de cette mobilisation réside dans le fait qu'elle ne soit pas portée par un parti ou une organisation politique, elle est le fruit de nombreuses années d'accumulation de frustration et d'une jeunesse hyper-connectée, comme partout en Afrique.

« Ici personne n'a de carte de parti ou de carte d'électeur, assure Ghani, mais tout le monde en a assez du système. Ce n'est pas un printemps arabe, c'est une révolution populaire et spontanée ! » Vendredi prochain, comme depuis plusieurs semaines, une marche s'organise à Alger et dans toutes les grandes villes du pays pour demander la chute du système : le système FLN est-il en train de vaciller ? ●

Algérie : la rue contre le système Bouteflika

Pour le troisième vendredi de suite, partout à travers le pays, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont occupé les rues pour exprimer leur refus du cinquième mandat que souhaite briguer le président sortant Abdel Aziz Bouteflika, ainsi que le rejet du système en général.

Ce samedi 9 mars, les Algériens se sont réveillés agréablement sonnés des événements de contestation qui ont eu lieu la veille. Dans la capitale, les Algérois n'ont pas pu attendre la fin de la prière comme prévu pour sortir ; dès midi, des flots ininterrompus de citoyens venant des différents quartiers de la ville se déversaient sur les grandes places du 1er Mai, de Maurice Audin et de la Grande Poste. Une heure après, une marée humaine couvrait toutes les grandes et petites artères de la ville, à croire que tout Alger était descendu dans la rue exprimer sa colère.

Dans les autres grandes villes aussi, à Oran, Bejaïa, Sétif ou Ghardaïa, les citoyens ont répondu à l'appel. Jamais une cause n'a mobilisé autant la société dans toutes ses composantes. L'ambiance était engagée et bon enfant, beaucoup de manifestants ont ressorti les drapeaux ternis par le temps de la guerre d'indépendance comme une allégorie à la considération qu'ils ont vis-à-vis du clan Bouteflika, au pouvoir depuis 1999.

AVOCATS ET JOURNALISTES SE JOIGNENT À LA PROTESTATION

Mardi dernier, le bâtonnat de Annaba avait publié un communiqué dans lequel il exprimait son soutien au peuple et a tranché également sur la suspension de toutes les activités au niveau des cours et tribunaux relevant de leur région. Les milliers d'avocats du barreau d'Alger n'ont pas tardé à joindre la mobilisation en se rassemblant jeudi devant le siège du Conseil constitutionnel pour réclamer le respect de la constitution et l'invalidation de la candidature du président actuel.

Les journalistes aussi se sont rallié aux revendications citoyennes – plusieurs manifestations ont eu lieu dans le centre d'Alger pour dénoncer les entraves à la liberté de la presse et à la difficulté d'exercer les métiers du journalisme dans le pays. Fait rare, des journalistes de la radio et télévision publiques se sont également mobilisés pour dénon-

cer l'injonction de l'Etat sur le traitement de l'information. Des démissions ont eu lieu.

LE PACIFISME COMME SEULE ARME

Malgré l'avertissement du pouvoir contre le risques de « chaos » et de « retour à la guerre civile comme en Syrie », les Algériens ont tenu à marqué leur présence pour crier leur colère dans un pacifisme total – salué par plusieurs personnalités et médias internationaux. L'organisation des manifestations s'est déroulée sur les réseaux sociaux où les appels au calme et au civisme n'ont pas cessé, bien que quelques incidents dans les hauteurs d'Alger sont à déplorer.

Parmi les appels au bon déroulement des manifestations, une publication a été massivement relayée, il s'agit d'un texte intitulé «Les 18 commandements du manifestant», écrit par Lazhari Labter, 67 ans, un journaliste, poète et écrivain algérien :

1 - Pacifiquement et tranquillement je marcherai,
2 - En Homme digne et civilisé je me comporterai,
3 - D'eau et de vinaigre je me munirai (vinaigre pour atténuer du gaz lacrymogènes),
4 - À aucune provocation je ne répondrai,
5 - Les baltaguias (casseurs payés par le pouvoir) j'isolerai et à la police je les remettrai,
6 - Pas une pierre je ne jetterai,
7 - Pas une vitre je ne briserai,
8 - Pas un mot déplacé je ne prononcerai,
9 - Aux personnes et aux biens je ne toucherai,
10 - Au policier et au gendarme je sourirai,
11 - À la femme, une rose j'offrirai,
12 - À celui qui a soif, mon eau je partagerai,
13 - Sur les vieux, les femmes et les enfants je veillerai,
14 - Avec détermination je marcherai,
15 - Contre vents et marées j'irai,
16 - Digne héritier des Novembristes (militants indépendantistes algériens l'insurrection anti-coloniale le 1er novembre 1954) je serai,
17 - Après la marche, les rues et les places je nettoierai,
18 - Au monde qui m'observe, une leçon je donnerai et un exemple je serai, car je sais que La Liberté au bout du chemin m'attendra et dans ses bras ouverts elle m'accueillera. »

Dimanche 10 mars marquera une nouvelle étape dans la résistance, une semaine de désobéissance civile est prévue pour exiger la fin de l'ère Bouteflika.

O RÉDA MERIDA

Quelle(s) opposition(s) en Algérie ?

En Algérie, la rue a fait céder le Président Bouteflika, du moins partiellement. La question de l’alternative politique est posée. Quelles sont les forces en présence ?

Tour d’horizon.

La foule était immense hier encore partout en Algérie, des millions d’Algériens sont sortis dans la rue crier leur refus du report sine die de l’élection présidentielle et réclamer le départ du système. Et ce, malgré la démission de l’ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia et la nomination de Noureddine Bedoui à son poste. Ce dernier a annoncé la composition future d’un gouvernement jeune, mixte et formé de technocrates, jusqu’à l’écriture d’une nouvelle Constitution et la convocation d’« élections libres et démocratiques » qui marquera l’« avènement d’une seconde République ».

Ces propositions ont vite été rejetées par l’opposition algérienne qui, de son côté, s’affaire à proposer un plan de transition

démocratique. Il y a cinq sans, au lendemain de la réélection du Président Bouteflika pour son quatrième mandat, les partis et personnalités de l’opposition algérienne se réunissaient malgré leurs divergences et pour la première fois autour d’une plateforme baptisée « Mazafran ». Ce projet, qui avait pour principal objectif de préparer une transition démocratique dans le pays, a été renforcé par une deuxième rencontre en 2016 à laquelle d’autres entités se sont jointes. Malgré tout l’espoir que l’initiative a suscité, étouffée par le régime autoritaire, morcelée par les luttes intestines en son sein et ignorée par les citoyens méfiants de certains participants, la plateforme Mazafran a abouti à un échec total dans la création d’un consensus au sein de

l'opposition, au bénéfice du Front national de libération (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND, parti proche du pouvoir).

Dès le stade embryonnaire du projet Mazafran, le Front des Forces Socialistes (FFS), l'un des plus importants partis d'opposition fondé en 1963, avait décliné l'invitation à y participer puisqu'il s'agissait initialement d'une initiative d'un parti proche des Frères Musulmans, le Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), tout en proposant son propre projet « reconstruction d'un consensus national » pour unir l'opposition, vite abandonné car considéré par beaucoup comme une alternative trop peu enthousiasmante. Néanmoins, le FFS est resté bien présent dans le débat politique, aux côtés du Parti des Travailleurs (PT, communiste) et du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD, laïc).

Mouwatana, un autre mouvement politique créé en juin 2018, rassemble des figures de l'opposition comme Amira Bouraoui ou Sofiane Djilali de Jil Jadid, « l'objectif étant de rassembler le maximum d'Algériens pour hâter le départ de ce régime et préparer les véritables conditions d'une transition pacifique »,

peut-on lire dans son communiqué. Ce mouvement est un acteur important dans l'ébullition politique que connaît le pays en ce moment. Sa porte-parole, la magistrate Zoubida Assoul, après avoir gagné en notoriété grâce à ses interventions et discours républicains, a perdu en crédibilité pour beaucoup de citoyens après avoir apporté son soutien au candidat indépendant Ali Ghediri, un ex-militaire général-major converti en politicien, qui n'a pas voulu retirer sa candidature comme l'ont fait ses concurrents pour dénoncer les élections frauduleuses.

QUID DE L'ISLAM POLITIQUE ?

Depuis la guerre civile qu'a connue l'Algérie dans les années 90 suite à l'élection du Front Islamique du Salut (FIS), les partis islamistes peinent à émerger dans une société traumatisée par la «décennie noire» qui a fait près de 200.000 morts et des milliers de disparus.

Vingt ans après la fin de la guerre et la dissolution du FIS, des formations qui se revendiquent des Frères Musulmans ou de l'islam politique subsistent toujours, comme le MSP ou le Front de la justice et du développement (FJD), dont le porte-parole Abdallah Jaballah est un fondateur de l'organisation Ennahda, ou encore le Rassemblement Espoir

Algérie (TAJ, proche du pouvoir).

Ce qui est sûr, c'est que les Algériens semblent être relativement vaccinés contre cette idéologie qui, quand elle avait atteint le second tour aux législatives de 1992, leur était totalement méconnue, à eux comme au reste du monde.

LE PHÉNOMÈNE NEKKAZ

Encore étranger aux Algériens il y a quelques années, Rachid Nekkaz s'est fait connaître grâce à ses coups médiatiques et à sa présence massive sur les réseaux sociaux. Après avoir fait fortune dans l'immobilier et tenté vainement sa chance à deux élections présidentielles en France, cet «OPNI» (objet politique non identifié), qu'El Watan qualifie de «pathétique vaudeville politique», a décidé de retourner dans son pays d'origine. Manquant d'ancrage social, il multiplie les initiatives pour aller à la rencontrer des citoyens, en faisant le tour de l'Algérie à pied pour les convaincre de la viabilité du projet du parti qu'il a créé : le Mouvement pour la Jeunesse et le Changement (MJC).

Son dernier coup de théâtre a créé une confusion énorme durant la période électorale : après s'être fait refuser sa candidature par le Conseil constitutionnel, Rachid Nekkaz présente comme candidat son cousin qui porte le même nom et qui a le même âge que lui. Son subterfuge a été très mal reçu par les Algériens et n'a fait que renforcer son image de clown de la politique. Depuis, il est revenu en France où il mise dorénavant sur la communauté algérienne qui y est établie. Il reste principalement connu ici pour être « l'homme qui paye les amendes des femmes en burqa ».

L'ARMÉE AU CŒUR DU POUVOIR

Si l'opposition politique en Algérie peine à se faire entendre, c'est principalement à cause de la structure politique du pays entravée par l'ingérence du pouvoir militaire qui s'est accaparé l'indépendance après la libération du colonialisme. Djamilia Bouhired, grande figure de la lutte anticoloniale, a dénoncé dans une lettre adressée aux jeunes Algériens mercredi dernier « une coalition hétéroclite formée

autour du clan d'Oujda, avec l'armée des frontières encadrée par des officiers de l'armée française, et le soutien des « combattants » du 19 mars, a pris le pays en otage ».

En 1965, Bouteflika justifiait à la télévision française le putsch du colonel Boumediène qui avait eu lieu quelques jours auparavant : « Il faut qu'il soit absolument entendu que dans ce pays l'armée nationale populaire est la fidèle héritière de l'armée de libération nationale ». Aujourd'hui encore, les discours du chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, le général Ahmed Gaïd Salah, sont écoutés religieusement par les Algériens, conscients du rôle officieux de l'armée dans l'exercice politique.

D'autres éléments reflètent cette position de l'armée dans le pays, comme la répartition du budget de l'Etat qui lui alloue la somme la plus importante (24,95% du budget) ou la tendance à l'armement qui fait du pays le troisième importateur mondial d'armement russe. Facebook, premier parti d'opposition ? Face à des partis qui brillent par leur incapacité à proposer une alternative poli-

tique au système actuel, les Algériens ont trouvé dans les réseaux sociaux un espace d'échange qui est à l'origine de la révolte qui secoue le pays depuis le 22 février. Facebook est devenu un levier majeur de mobilisation citoyenne : postes engagés, consignes, alertes, etc. Chaque manifestation y est préparée minutieusement. Depuis quelques jours, c'est toujours dans cet espace que des personnalités sont mises en avant pour être les porte-paroles du Hirak, la révolte populaire actuelle.

En cette quatrième semaine de mobilisation, la ténacité des Algériens ne faiblit pas. Aussitôt annoncée, la décision du président Bouteflika lundi dernier de renoncer à briguer un cinquième mandat et de reporter les élections présidentielles tout en prolongeant son mandat actuel a été rejetée par les Algériens. La ruse inconstitutionnelle du FLN, au pouvoir depuis l'indépendance du pays il y a 57 ans, semble échouer.

O RÉDA MERIDA